

Aff N°: 000000320274380001

N° chrono: 8

Date: 04/09/17

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ RELOCALISATION UNITÉ REANIMATION SAR C GUY DE CHAULIAC MONTPELLIER (34)



MAITRE D'OUVRAGE

CHU DE MONTPELLIER
191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD
CTRE ADMINISTRATIF A BENECH
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

Conducteur d'opération

CHU DE MONTPELLIER
191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD
34295 MONTPELLIER CEDEX 5
France

Maître d'oeuvre

SEGE
140 Quai Tristan Flora
Immeuble Le Seranne Hall A
34000 MONTPELLIER
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE**PHASE DE CONCEPTION**

APAVE SUDEUROPE SAS - MONTPELLIER
ROMAN PHILIPPE
310 rue de la Sarriette
Zone Ecoparc
34130 LATTES

PHASE DE REALISATION

APAVE SUDEUROPE SAS - MONTPELLIER
ROMAN PHILIPPE
310 rue de la Sarriette
Zone Ecoparc
34130 LATTES

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	04/09/17	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	8

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur nom.prénom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel nom.prénom correspond au nom et prénom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	6
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	8
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	12
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	15
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	16
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	18
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	18
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	18
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	19
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	19
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	20
3.6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	20
4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	25
4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	25
5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	28
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	28
6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	29
6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	29
7. ANNEXES	32
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	32
7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	36
7.3. CALENDRIER DES TRAVAUX	36
7.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	36



7.5. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

36

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

RELOCALISATION UNITE REANIMATION SAR C GUY DE CHAULIAC - MONTPELLIER (34)

Descriptif de l'opération :

Il s'agit de la relocalisation du service de réanimation SAR C au RdC du bâtiment 300 de Guy de CHAULIAC

Calendrier :

Date début des travaux : FEVRIER 2018

Durée totale des travaux : 12 MOis

Planning - Phasage de l'opération :

Voir planning

Effectifs :

Effectif moyen prévisible : 10

Effectif pointe prévisible : 25

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

Faire la FDT

Agréer les sous traitant

Délivrer les permis feux par le PC sécurité

Joindre le rapport amiante au DCE

Délivrer les formulaires Pro tech 023, O5 et Inst 6.2 012 aux entreprises

Mettre à disposition du personnel pour les coupures réseaux lorsque les entreprises en ont fait la demande

Demander de consigner des places de parking à l'arrière du bâtiment

Avertir des différents chantier en cours

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante

Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Permis feux obligatoire délivrer par le PC sécurité

Prendre connaissance de la FDT

Interdiction de fumer sur site

Laisser libre d'accès les voies pompiers

Chantier déploiement SSI en cours et nouveau PC en mitoyenneté du chantier

Ne pas stationner sur les places réservées aux ambulances

Avoir les cartes professionnelles sur soi

2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS


2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
42	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>Personnes autorisées</p> <p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonneurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. <p>Intervention en tenue de bloc obligatoire</p> <p>Informations des salariés</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

12	<p>Avoir le permis feux journalier délivré par le PC sécurité : 36045</p> <p>Consignation réseaux prendre contact avec le CHRU 21 jours à l'avance</p> <p>Interdiction de fumer</p> <p>Respecter le cheminement mis en place par le CHRU</p> <p>Confiner les zones intervention dans le service</p> <p>Respecter le FDT édité par le service hygiène du CHRU</p> <p>Chaque entreprise doit se munir :</p> <p>d'un extincteur à poudre polyvalente (contrôle annuel à jour)</p> <p>de bâches de protection anti-feu</p> <p>Test fumigène</p> <p>Evacuation des déchets en horraire décalé et polyanné</p> <p>Eviter toute émissions de poussières</p> <p>Sciage en dehors des heures d'ouverture du service</p> <p>Un téléphone de chantier sera installé.</p> <p>incendie : 34444</p> <p>SAMU : 34979 et 34980</p> <p>Les consignes de sécurité sont affichées près du téléphone, un exemplaire est remis à chaque entreprise.</p> <p>Contraintes chantier</p>	Titulaire du lot	Titulaire du lot	Immédiat
37	<p>- Interdiction de fumer sur site</p> <p>-Permis feux délivrer journalièrement par le PC sécurité , le permis feux est valable pour tout les percements</p> <p>-Prendr econnnaissance des FDT</p> <p>- Consignation réseaux faites par le CHU les prévenir 15 jours à l'avance</p> <p>-Maladies nocosomiales dûes aux poussières</p> <p>-Intervention en site occupé</p> <p>-Respeccter le PIC et les accès chantiers</p> <p>-Service radio en mitoyenneté en service</p> <p>-Interdiction de manger sur site</p> <p>- Mise en place de drap humide à la sortie du chantier côté couloir afin de fixer la poussière</p> <p>-Purge réseaux avant dévoiement</p> <p>-- Démolition sous réseaux consignés</p> <p>- Avoir les cartes professionnelles</p> <p>-Interdiction de jeter les eaux de gachâge dans les réseaux existant prévoir un bac hermétique</p> <p>Formation à la sécurité</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Immédiat

28	<p>Aucune personne ne doit pénétrer sur le chantier sans une information concernant l'hygiène et la sécurité.</p> <p>Conformément à la réglementation en vigueur, le chef d'entreprise doit s'assurer que chaque ouvrier arrivant sur le chantier a suivi une formation à la sécurité vis-à-vis du danger et vis-à-vis d'un incident et d'un accident.</p> <p>Cette formation sera également assurée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aux nouveaux embauchés • Aux salariés qui changent de postes ou de technique • Aux salariés qui reprennent leur activité après un arrêt suite à un accident du travail • Aux salariés qui reprennent leur activité après un arrêt (maladie ou accident non professionnel de plus de 21 jours). <p>Le chef d'entreprise doit faire appliquer les principes généraux de la prévention.</p> <p>Chaque entreprise ne fait intervenir que du personnel qualifié, formé et apte médicalement</p> <p>Identification des entreprises</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Immédiat
1	<p>Tout intervenant doit être muni de sa carte professionnelle</p> <p>Aptitude médicale</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
59	<p>L'ensemble du personnel devant intervenir sur le chantier devra être reconnu apte médicalement par le médecin du travail et devra avoir subi les visites médicales liées à l'exercice de la profession (délais des visites médicales inférieures à 2 ans).</p> <p>En cas de nouvelle embauche pour le chantier, l'aptitude datera au plus tard de la fin de période d'essai.</p> <p>Les aptitudes médicales seront présentées au coordonnateur et tenues à disposition des organismes (CARSAT, OPPBTP) dans les bureaux du chantier</p> <p>Utilisation du personnel intérimaire</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
43	<p>Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, - que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, - que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires. <p>Prestataires de services sous la subordination de l'entreprise bénéficiant de la prestation</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

38	<p>La location de matériel avec chauffeur n'est pas considérée comme de la sous traitance si elle s'effectue sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire. Les modalités de coopération sont donc définies par une convention/contrat établi entre les 2 parties, complétées dans la plupart des cas par les mesures de coordination suivantes :</p> <p><u>A la charge du prestataire de service</u> : conduite en sécurité de l'engin, respect du code de la route et des dispositions particulières au chantier.</p> <p><u>A la charge de l'entreprise donneur d'ordre</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer au préalable de la compétence du conducteur ainsi que de l'adéquation et de la vérification réglementaire de l'engin attestant de sa conformité, - accueillir l'intervenant afin de lui donner les consignes générales, - présenter à l'intervenant le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre afin de l'informer des risques spécifiques au chantier : les modes opératoires, les risques et mesures de prévention liés à la prestation seront intégrés dans le PPSPS de l'entreprise donneur d'ordre, - autorisations administratives nécessaires, DICT, élinguage, chargement, chef de manœuvre ou surveillant. <p>Autres prestataires de service : remise d'un PPSPS et réalisation d'une inspection commune</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
21	<p>Les prestataires n'intervenant pas sous la subordination de l'entreprise bénéficiaire, ainsi que les prestations énumérées ci-dessous (liste non limitative), concernent des interventions courantes de prestataires qui, en raison des risques graves liés à la nature des interventions, doivent être considérés comme une entreprise. A ce titre, ces prestataires sont soumis à l'ensemble des dispositions relatives à la coordination SPS applicable à l'opération (Inspection commune et remise d'un PPSPS)</p> <p>Fournisseurs - Livreurs</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
11	<p>Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p> <p>Prévenir le CHU 48 H à l'avance: livraison et rotation de camion continue sur le site de l'hôpital et ambulance</p> <p>Déclaration de sous-traitants</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

27	<p>Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975. Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention. Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.</p> <p>Intervention en dehors des jours et heures d'ouverture du chantier</p>	Toutes entrep.	CHU DE MONTPELLIER	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
52	<p>Prévenir le CHU</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER Itinéraire d'accès - Fléchage				
	 <p><i>Entrée chantier ret livraison</i></p>			
7	<p>Le cheminement et l'approvisionnement des matériaux est prédéfini par le PIC joint au DCE Toutes les entreprises devront respecter les cheminements.</p>	GROS OEUVRE	Toutes entrep.	Durée chantier

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER Organisation générale <u>Projet de plan d'installation de chantier</u>			

5	<p>Demander à la MO s'il sera possible de consigner des places et installer la zone de stockage et parking véhicule société à l'arrière du bâtiment.</p> <p>Mise en place de portes munies de canon 1512 sur cloisons de chantier</p>	GROS OEUVRE	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
CLOTURE DE CHANTIER				
55	<p>Caractéristiques générales</p> <p>Zone de chantier protégé par cloisons étanches placée à l'intérieur.</p> <p>Mise en place de barrières HERAS contreventées et liées entre elles pensez à les fermer toutes entreprises si possibilité de parking</p>	GROS OEUVRE PLATRERIE FAUX PLAFONDS	Toutes entrep.	Durée chantier
33	<p>Panneau de chantier</p> <p>Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique.</p> <p>Affichage de la DP</p> <p>La maquette devra être soumise auprès du CHRU pour validation</p>	GROS OEUVRE	CHU DE MONTPELLIER GROS OEUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES				
39	<p>Aires de chantier</p> <p><u>Stockage, magasins</u></p> <p>Les différentes entreprises préciseront au fur et à mesure de leur arrivée sur le chantier leurs besoins en matière de stockage et d'entreposage.</p> <p>Laisser libre d'accès les couloirs</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES				
	<p>Branchements</p> <p><u>Electricité (réseau intérieur)</u></p>			

61	<p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</p> <p>Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m.</p> <p>Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds.</p> <p>Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues.</p> <p>Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain- pied dans les passages .</p> <p>Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.</p> <p>Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires.</p> <p>Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89).</p> <p><u>Eclairage des postes de travail</u></p>	ELECTRICITE COURANT FORT	Toutes entrep.	Durée chantier
47	<p>L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.</p> <p>Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 ml.</p> <p>Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720.</p> <p>Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima.</p> <p>Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008.</p> <p>Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
50	<p>ZONE DE CANTONNEMENT</p> <p>Mise à disposition d'EPI</p> <p>Pour les personnes extérieures au chantier (livreur, vendeurs commerciaux, visiteurs du chantier) il sera mis à disposition dans une armoire de la salle de réunion les EPI suivants :</p> <p>6 casques de chantier,</p> <p>Cantonnement installé dans les locaux existants</p> <p><u>Description des installations mises à disposition</u></p>	GROS OEUVRE	CHU DE MONTPELLIER	Durée chantier
2	<p>Zone de chantier servant de salle de réunion, garder un WC pour le chantier les repas sont pris à l'extérieur base vie sur site la colombière</p>	CHU DE MONTPELLIER	Toutes entrep.	Durée chantier
	NETTOYAGE DU CHANTIER			

20	Nettoyage des zones d'intervention L'évacuation des gravats devra se faire dans des sacs hermétiques suivant la procédure suivante : o Dans la zone chantier : Les gravats seront mis dans un premier sac fermé hermétiquement, manu-transportable Mettre le sac dans un deuxième sac propre Evacuation avant 8 h ou après 18 h. en dehors de la présence de malades Mise en place de bennes à gravats fermées lors de la démolition et percements aucun stockage de déchets sur site Toutes zones de travaux devra être équipé d'aspirateur , pour travaux de placo ,, tronçonnage réseaux percement dalle. Lors des percement l 'étage en dessous sol devra être protégé par polyane mur et sol . Lors des percement un polyane sera mis sur les murs et des draps humide au sol.	GROS OEUVRE	Toutes entrep.	Durée chantier
----	--	----------------	----------------	----------------

2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
44	RESEAU ELECTRIQUE BT,HTA,HTB INTERIEUR AUX OUVRAGES Demande de mise hors tension Les demande de consignation doivent être demandées auprès du service technique du CHU demande à faire 48 h . à l'avance ou 21 jours Mise hors tension acceptée par l'exploitant <u>Attestation de mise hors tension</u>	CHU DE MONTPELLIER Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
13	Une attestation écrite de mise hors tension du réseau électrique est obligatoirement signée et remise par l'exploitant au responsable de l'entreprise réalisant les travaux.	CHU DE MONTPELLIER	Entrep. concernée	Durée chantier
58	RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES En cas de présence de réseaux autres que électriques, suite à la DICT, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec l'exploitant concerné, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en oeuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, inertages, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.	CHU DE MONTPELLIER	FLUIDES MEDICAUX	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
62	<p>AMIANTE</p> <p>Rappel des principales bonnes pratiques incombant aux acteurs du chantier lorsque l'ouvrage renferme des matériaux contenant de l'amiante (MCA) :</p> <p><u>Maître d'ouvrage (donneur d'ordre) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • communiquer tous les documents de repérage amiante (DTA, repérage avant démolition totale ou partielle, repérage avant travaux) au maître d'œuvre, aux entreprises (DCE) et au CSPS. • choisir des entreprises certifiées pour les travaux de retrait et d'encapsulage d'amiante (Travaux sous section 3) ; • choisir les entreprises certifiées pour effectuer les examens visuels et mesures d'empoussièrement vous incombant (Travaux sous section 3) ; • récupérer et conserver les bordereaux de suivi de déchets renfermant de l'amiante (BSDA) ; <p><u>Maître d'œuvre – OPC :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifier la bonne transmission des documents « amiante » aux entreprises, et la cohérence des repérages réalisés par rapport au périmètre et au contenu des travaux ; • notifier l'obligation de certification d'entreprise dans les CCTP et vérifier que les entreprises choisies sont titulaires d'une certification (travaux de démolition, encapsulage ou retrait) ; • tenir compte des délais d'instruction du plan de retrait (travaux sous section 3) ou modes opératoires (Interventions sous section 4) ; • interdire toute co-activité dans les zones de travaux provoquant l'émission de fibres. <p><u>Entreprise – sous-traitant – travailleur indépendant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • s'assurer de l'exhaustivité des repérages avant travaux et de leur cohérence par rapport au périmètre et au contenu des travaux ; • élaborer et fournir un PPSPS ainsi qu'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (Travaux sous section 3), ou des modes opératoires (Intervention sous section 4) • former ses salariés ; • évaluer le niveau d'empoussièrement des opérations ; • respecter les règles techniques liées à ses travaux ; • conditionner, stocker et évacuer les déchets amiantés selon les dispositions réglementaires et règles de l'art. • informer le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et le C. SPS de tout aléa en phase de chantier. 	CHU DE MONTPELLIER	RETRAIT D'AMIANTE CONFINEMENT	Avt arriv. Ent
	<p>RISQUE BIOLOGIQUE</p> <p>Infections nosocomiales</p>			

31	<p>En milieu hospitalier, l'exploitant de l'établissement communiquera au coordonnateur SPS et au maître d'oeuvre toute information relative au risque d'infection fongique (aspergillose) susceptible de toucher les personnes hospitalisées. La mise en oeuvre et le respect des règles d'isolement du chantier par rapport aux secteurs réservés aux malades, établies par le Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales (CLIN) est un impératif pour chaque entreprise du chantier.</p> <p>Toutes les entreprises devront sensibiliser leurs compagnons à ces risques par l'établissement d'un quart d'heure sécurité, chaque nouvel arrivant devra signer le document remis par le CHRU.</p> <p>Une fiche FDT sera délivrer par le CHRU service hygiène</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
----	--	----------------	----------------	---

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
16	CIRCULATION DES PIETONS Itinéraires Utiliser les cheminements pré défini par le CHU.	GROS OEUVRE Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
25	CIRCULATION DES ENGINS, VEHICULES ET PIETONS DANS UN SITE EN EXPLOITATION Les itinéraires et les règles de circulation des véhicules, des engins, des piétons, sur le site en exploitation seront précisés en concertation avec le responsable du site. Le responsable de chaque entreprise informera son personnel des dispositions arrêtées.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
49	MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention : - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier

3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
----	--	----------------	---------------------------------	--------

3	EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE Zone de survol du chariot Transmettre par écrit les consignes d'interdiction de survol de charge au grutier	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
41	MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES Déchargement Prévoir les moyens de déchargements mécaniques , laisser libre d'accès la voie pompier	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
51	APPROVISIONNEMENTS Livraisons - Approvisionnements Prévenir le CHU 72 h. à l'avance pour toute livraisons Interdiction de stationner devant l'entrée de Guy de chauiac ,laisser libre la voie pompier et aire de dépose patient	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
24	STOCKAGES Aménagement, matérialisation et signalisation des stockages de produits chimiques Stockage interdit sur zone	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
45	Stockage de bobines et tourets Les systèmes de stabilisation ou calage utilisés sur le chantier seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise.	ELECTRICITE COURANT FORT	ELECTRICITE COURANT FORT	Durée chantier

3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
46	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX Déchets, gravats, tous produits non dangereux L'évacuation des gravats devra se faire dans des sacs hermétiques suivant la procédure suivante : o Dans la zone chantier : Les gravats seront mis dans un premier sac fermé hermétiquement, manu-transportable o Mettre le sac dans un deuxième sac propre Evacuation journalière des déchets vers les camions	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES			
26	Surveillance et maintenance de l'installation électrique Assurer la surveillance et la maintenance de l'installation électrique du chantier conformément aux prescriptions de l'article R. 4226.7 du code du travail (décret du 2010-1016 du 30 aout 2010)	ELECTRICITE COURANT FORT	ELECTRICITE COURANT FORT	Durée chantier
36	Consignes générales d'utilisation de l'installation électrique Ne brancher que du matériel électrique en bon état sur les armoires et coffrets de distribution. - Maintenir fermés les armoires et coffrets électriques. - Utiliser des câbles et prolongateurs adaptés aux conditions de chantier (marquage HO7RNF) munis de fiche étanche. Les fiches à usage domestique sont interdites. - Utiliser des enrouleurs de câble adaptés aux conditions de chantier (marquage catégorie B)	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3.6. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES			

10	<p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
35	<p>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</p> <p>La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés.</p> <p>Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....</p>	CHU DE MONTPELLIER Maître d'oeuvre	Toutes entrep.	Durée chantier
57	<p>PORT DES E.P.I.</p> <p>Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire.</p> <p>Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

30	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR Pose et dépose de protections collectives Mise en place de protection mécanique sur les trémies	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier
29	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHE PIEDS Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
56	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique. En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative. Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.	GROS OEUVRE Toutes entrep.	GROS OEUVRE Toutes entrep.	Durée chantier
8	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES Trémies Mise en place de protections mécaniques sur la trémie crée et pose de protections collectives sur la périphérie de la toiture terrasse et les déposer uniquement à la fin des interventions	GROS OEUVRE	Toutes entrep.	Durée chantier
	TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS			

34	<p>Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, - en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, - en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, - en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , - en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail. 	Toutes entrep.	Entrepr. concernée	Durée chantier
14	<p>TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES</p> <p>Nuisances dues au bruit : Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques.</p> <p>Nuisances dues aux poussières : Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. <u>En cas d'impossibilité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - ventiler les locaux hors d'air. - humidifier les matériaux ou le sol. - aspirer les poussières à la source. 	<p>GROS OEUVRE</p> <p>Toutes entrep.</p>	Entrepr. concernée	Durée chantier
22	<p>UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX</p> <p>Consignes destinées aux entreprises du chantier</p> <p>Lorsque la mise en oeuvre d'un produit dangereux par une entreprise génère des risques pour les salariés des autres entreprises du chantier, cette entreprise rédige une consigne indiquant le nom et la nature du produit utilisé, les risques et mesures de prévention correspondantes, ainsi que les précautions à prendre et consignes de sécurité à respecter par toute personne travaillant sur le chantier. Cette consigne est jointe au PPSPS et portée à la connaissance des entreprises du chantier par le coordonnateur SPS.</p> <p>Port des EPI (masque à cartouche ...)</p> <p>Interdiction aux autres entreprises d'intervenir attendre que les émanations se dissipent , mise en place d'un extracteur d'air afin de ventiler les locaux</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Immédiat
	RISQUES LIES A LA STABILITE DES OUVRAGES EN PHASE PROVISOIRE			

48	<p>Les mesures prises afin d'assurer la stabilité des structures en phase provisoire, seront détaillées dans le PPSPS des entreprises, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etaisement justifié par note de calcul conforme et plan de montage préalablement établi. - Mise en œuvre et stabilité d'éléments préfabriqués lourds (poteaux, poutres, planchers, ou tout autre élément préfabriqué, ...) assurés par des dispositifs rigides - Béton précontraint : mesures liées au danger résultant d'une libération intempestive d'énergie au cours de la mise en tension des armatures. <p>La mise en place, ainsi que l'enlèvement des dispositifs assurant la stabilité de ces structures ne pourront être accomplis que sur l'ordre et sous l'autorité d'une personne compétente nommément désignée par l'employeur.</p> <p>Les documents relatifs aux prescriptions techniques des bureaux d'études, services méthodes des entreprises et fabricants de ces éléments préfabriqués, relatifs à la stabilité des structures en phase provisoire, devront être transmis à la maîtrise d'œuvre et tenus à disposition sur le chantier.</p>	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	Durée chantier
23	<p>RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES</p> <p>Les travaux susceptibles de générer des risques de maladies professionnelles seront indiqués dans le PPSPS de l'entreprise. Le guide des maladies professionnelles est consultable sur le site de l'INRS.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
18	DELIMITATION DU CHANTIER - MATERIALIZATION DES ZONES DANGEREUSES Le chantier devra être rendu clos et indépendant de la partie de l'établissement dans lequel il se déroule, ou d'un établissement voisin, maintenu en activité, par une clôture de chantier. En règle générale, l'accès aux zones de l'établissement en activité, ou à l'établissement voisin, sera interdit au personnel du chantier. Lorsque cet accès sera rendu nécessaire, le responsable de l'établissement concerné en précisera les conditions pratiques telles que les horaires, les itinéraires, les zones interdites, la matérialisation des zones dangereuses, l'accompagnement, les consignes, etc.... Il communiquera par écrit au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS ces conditions d'accès.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
15	RESPONSABILITE TRAVAUX EN SITE OCCUPE Matérialisation des zones dangereuses Matérialiser les zones présentant un risque pour la sécurité ou la santé des occupants. Mettre en place une signalétique adaptée caractérisant la nature du risque : <ul style="list-style-type: none"> • panneaux attention DANGER de MORT • panneaux attention COURANT ELECTRIQUE • panneaux attention TREMIES • panneaux attention MONTAGE (préciser) EN COURS • protection mécanique au sol le long du cheminement des câbles électriques. Cloisonnement	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

40	<p>Le titulaire du lot Platerie mettra en place avant le démarrage des travaux, des cloisons séparatives ou des protections provisoires nécessaires à garantir la sécurité des personnes et à respecter les règles de sécurité de l'établissement.</p> <p>Ces travaux feront l'objet d'une réunion de travail avec le responsable de l'établissement et la Maîtrise d'Ouvrage pour définir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le choix des matériaux, • l'heure de mise en place ou dépose, • le lieu exact, • les modalités de travail dans les zones concernées, • l'impact sur les réseaux • etc... <p>Cloisons séparatives du type :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en placoplâtre + Polyanne M1 <p>Protections provisoires du type :</p> <ul style="list-style-type: none"> • polyane ou carton sur le mobilier • protection des sols (Polyanne M1 • écran PVC lors des travaux de découpe • autre 	PLATRERIE FAUX PLAFONDS	PLATRERIE FAUX PLAFONDS	Durée chantier
53	<p>DANGERS SPECIFIQUES : ADAPTATION MATERIELS, INSTALLATIONS, MODALITES D'INTERVENTION</p> <p>Risques bactériologiques</p> <p><u>Risque d'aspergillose</u></p> <p>Les entreprises ont été sensibilisées aux problèmes d'infections par « ASPERGILLUS »</p>	CHU DE MONTPELLIER Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
4	<p>DOCUMENTS ET CONSIGNES REMIS PAR LE CHEF D'ETABLISSEMENT EN ACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER</p> <p>Plans</p> <p>Remettre les plans de recollement des réseaux</p>	CHU DE MONTPELLIER	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
32	<p>Procédures</p> <p><u>Permis de feu</u></p> <p>Le "permis de feu" dont la mise en oeuvre par les entreprises réalisant des travaux par points chauds, démolition et percement est rendue obligatoire délivrer par le CHU</p> <p>Avoir un extincteur à proximité</p> <p>Surveiller pendant 1 h après le dernier point chaud</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
	REMISE DU PGC AU CHEF D'ETABLISSEMENT			



54	Une copie du plan général de coordination (PGC) et de chaque mise à jour, est envoyée au chef d'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier.	APAVE SUDEUROPE SAS - MONTPELLIER	CHU DE MONTPELLIER	Avt arriv. Ent
----	---	--	-----------------------	----------------

5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
19	APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
60	SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
9	MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS Réponses aux observations du coordonnateur SPS Nous vous rappelons que vous devez apporter par écrit au coordonnateur les réponses aux observations vous concernant, conformément aux dispositions de l'article R. 4532-38 du code du travail. Veuillez utiliser la fiche réponse jointe aux observations qu'il vous a transmises, la compléter, et la lui retourner par mail.	APAVE SUDEUROPE SAS - MONTPELLIER	Toutes entrep.	Durée chantier
17	PPSPS Remise du PPSPS au coordonnateur Me transmettre les PPSPS par mail uniquement UN exemplaire pour la MO ,MOe et un exemplaire papier pour le chantier	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Immédiat

63	<p>Rappel réglementaire 121 Article R4532-56 : L'entrepreneur dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le maître de l'ouvrage pour remettre son PPSPS - y compris sous-traitants</p> <p>Article L4744-5 : La non remise d'un PPSPS est punie d'une amende de 9 000 €. La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 €.</p> <p>Aucune entreprise, ou sous-traitants ne pourra démarrer ses travaux sans remise de son PPSPS</p> <p><u>Contenu</u></p> <p>Ce point du PGC a pour but de vous aider à établir un PPSPS conforme aux attentes du Code du Travail (articles L4532-9, L4744-5 et R4532-56 à R4532-76 du Code du Travail). Il n'est pas exhaustif. Tous les points énoncés ci après doivent apparaître obligatoirement dans votre PPSPS afin de le valider</p> <ol style="list-style-type: none"> Dénomination et adresse du chantier Nom et Coordonnées du : Maître d'ouvrage, Maître d'oeuvre et CSPS Coordonnées des organismes institutionnels : DIRECCTE, CARSAT et OPPBTP Renseignement entreprise (article R4532-63) : Nom de l'entreprise, Adresse, Téléphone – Fax – Courriel, Représentants : Directeur – Responsable des travaux Lot et Nature des travaux de l'entreprise Description sommaire des travaux Effectifs moyen et de pointe prévisibles (article R4532-63) Date de démarrage des travaux – Date de fin – Durée Horaires de travail Appel à la sous-traitance (articles R4532-60 et R4532-61) : Nom, Adresse et Nature des travaux sous traités Elaborations de tableaux d'analyse des risques liés (articles R4532-64 et R4532-66) : Aux risques environnementaux, Aux risques propres dus à l'exécution de ses travaux, Aux risques exportés sur les autres entreprises et Aux risques importés par les autres entreprises Moyens prévus et analyse pour chaque tableau (articles R4532-64 et R4532-66) : Liste des travaux à exécuter, Modes opératoires (moyens/outils), Risques générés et Moyens de prévention mis en place(article R4532-66) Protections collectives ou individuelle prévues – Entretien Liste des habilitations et qualification spéciale : Travaux en hauteur, Port du harnais, Montage échafaudage, Amiante, Autorisation de conduite, CACES, Vérification des engins, ... Secours (article R4532-67) : Organisation, Noms des secouristes, Coordonnées et N° d'urgence, Matériel médical sur le chantier, Consignes de 1er secours, Evacuation, Moyen pour appeler les secours 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
----	---	----------------	----------------	--

	16. Hygiène (article R4532-67) : Installation de chantier mis à la disposition du personnel, Entretien, Nettoyage du chantier, Evacuation des déchets, Produits spécifiques, Conditions de stockage, ...			
6	INSPECTION COMMUNE Rappel des dispositions réglementaires : l'inspection commune est obligatoire avant l'intervention de chaque entreprise sur le chantier.	APAVE SUDEUROPE SAS - MONTPELLIER	Toutes entrep.	Avt arriv. Ent

7. ANNEXES

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	CHU DE MONTPELLIER 191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD CTRE ADMINISTRATIF A BENECH 34295 MONTPELLIER CEDEX 5 France		0467338633 0467335845
Maître d'ouvrage personne physique	CHU DE MONTPELLIER 191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD CTRE ADMINISTRATIF A BENECH 34295 MONTPELLIER CEDEX 5 France	M. NARCY Charles	c-narcy@chu-montpellier.fr
Conducteur d'opération	CHU DE MONTPELLIER 191 AVENUE DU DOYEN GASTON GIRAUD 34295 MONTPELLIER CEDEX 5 France	M. BEAUFORT THOMAS	0467338633 0467335845 t-beaufort@chu-montpellier.fr
Maître d'oeuvre	SEGE 140 Quai Tristan Flora Immeuble Le Seranne Hall A 34000 MONTPELLIER France	Mme CAMPAGNOLO Nel	0499528140 nel.campagnolo@sege.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE SUDEUROPE SAS - MONTPELLIER 310 rue de la Sarriette Zone Ecoparc 34130 LATTES France	M. ROMAN PHILIPPE	0467159580 0618272673 philippe.roman@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE SUDEUROPE SAS - MONTPELLIER 310 rue de la Sarriette Zone Ecoparc 34130 LATTES France	M. ROMAN PHILIPPE	0467159580 0618272673 philippe.roman@apave.com

7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DIRECCTE MONTPELLIER 615, Boulevard Antigone 34000 MONTPELLIER France	M. ABED Karim	0467228888 0467228899 karim.abed@direccte.gouv.fr
CRAM	CARSAT 29 cours Gambetta 34068 MONTPELLIER CEDEX 2 France	M. SPRINGARD	0467696900 0467129554 olivier.springard@carsat-lr.fr
OPPBTP	OPPBTP Immeuble fahrenheit 120, Avenue Nina Simone 34 000 MONTPELLIER France	M. BECHETOILLE LUC	0467634750 0467545414 luc.bechetoille@oppbtp.fr

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux - **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	RETRAIT D'AMIANTE CONFINEMENT	<i>Non désigné</i>							
02	GROS OEUVRE	<i>Non désigné</i>							
03	MENUISERIES EXTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
04	CLOISONNEMENT SALLE BLANCHE	<i>Non désigné</i>							
05	PLATRERIE FAUX PLAFONDS	<i>Non désigné</i>							
06	MENUISERIES INTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
07	REVETEMENTS SOLS SOUPLES	<i>Non désigné</i>							
08	PEINTURES	<i>Non désigné</i>							
09	ELECTRICITE COURANT FORT	<i>Non désigné</i>							
10	GENIE CLIMATIQUE	<i>Non désigné</i>							
11	FLUIDES MEDICAUX	<i>Non désigné</i>							

7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Les documents de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante communiqués par le maître d'ouvrage sont joints en annexe du présent PGC.

7.3. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe du présent PGC.

7.4. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe du présent PGC.

7.5. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBT.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.